

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21714 - 80ÈME ANNÉE

Moins de 1,2 million de tonnes récoltées prévues

La Réunion face à une récolte de canne à sucre historiquement basse : résultat de la stratégie de Tereos à La Réunion



En 2024, la récolte de canne à sucre à La Réunion devrait tomber sous le seuil de 1,2 million de tonnes, le niveau le plus bas depuis au moins 50 ans. Cette chute sans précédent est le reflet d'une crise profonde touchant les planteurs, liée principalement à des revenus agricoles insuffisants. Ceci cause notamment une diminution des surfaces cultivées en canne à sucre d'environ 10 % depuis 2017, date de la fin du quota sucrier et de l'obligation faite à l'Union européenne d'acheter à un prix garanti et supérieur au cours mondial le sucre invendu. En 2013 peu après la décision de la suppression du quota sucrier réunionnais en 2017, Dacian Cioloș, Commissaire européen à l'Agriculture, avait été

très clair : l'avenir de la filière dépendra dorénavant de la stratégie de l'industriel. Tereos porte donc une responsabilité dans le résultat catastrophique de la récolte 2024 de canne à sucre à La Réunion. La météo et le conflit social à Albioma sont des causes secondaires à ce résultat.

Depuis 2017, la suppression du quota sucrier et du prix d'intervention garanti en Europe a aggravé la situation des planteurs, fournisseurs de la matière première de la filière canne-sucre-alcools-énergie. Face à la concurrence des producteurs de sucre de betteraves et de cannes à sucre avec qui l'UE a signé

des accords commerciaux, le sucre réunionnais ne bénéficie plus d'une protection sur son marché principal, l'Europe. Cette réforme, approuvée en 2013 par les ministres de l'Agriculture européens, dont la France, a une conséquence importante. Peu après cette décision, Dacian Ciolos, Commissaire européen à l'Agriculture, a affirmé que l'avenir de la filière canne-sucre-alcools-énergie dépendait désormais uniquement de la stratégie de l'industriel, Tereos, propriétaire unique de l'industrie de transformation de la canne. Autrement dit, l'industriel ne peut être exonéré de ses responsabilités dans cette campagne sucrière catastrophique. Ce résultat découle en grande partie de sa stratégie.

Depuis 2017, l'avenir de la filière dépend de la stratégie de Tereos à La Réunion

Les négociations de la Convention canne en 2021 ont montré un aperçu de cette stratégie. Tereos ne voulait rien lâcher pour augmenter le prix de la canne à sucre. C'est l'État qui a payé, avec une aide supplémentaire pour les planteurs de 14 millions d'euros. Le résultat est que pour une tonne de richesse en sucre de 13,9 livrée, les subventions représentent 60 % du prix payé au planteur pour la canne livrée, et l'argent versé par Tereos 40 %. L'industriel paie donc 40 % du prix de sa matière première.

A cela s'ajoute une formule de calcul du prix pénalisante pour le planteur car elle ne tient pas compte de l'évolution des variétés cultivées, de la pénurie de coupeurs de cannes qui oblige à toujours plus mécaniser avec des pertes en taux de sucre à la clé, et des gains de productivité de l'industriel dans l'extraction du sucre. Par exemple, à quantité de sucre égale, un planteur qui livre un chargement comprenant une masse de canne à sucre plus importante sera pénalisé car le taux de sucre sera inférieur. Ainsi, l'industriel paie sa matière première moins chère.

Deux études publiées cette année illustrent le résultat de cette stratégie.

Nombreux planteurs sous le seuil de pauvreté

Selon une étude d'AGRESTE publiée le 16 juillet 2024 — « Une pauvreté monétaire des ménages agricoles plus importante à La Réunion » — plus de 42 % des agriculteurs réunionnais vivaient en 2020 sous le seuil de pauvreté, un taux bien supérieur à celui des agriculteurs de France (16,2 %). En conséquence, pour continuer leur activité, les agriculteurs dépendent des revenus extérieurs à l'exploitation agricole apportés par le conjoint. En effet selon cette étude, seuls 31 % des revenus des ménages agricoles proviennent de leurs bénéfices agricoles, contre 46 % provenant d'autres activités professionnelles.

Les exploitations de canne à sucre sont parmi les plus vulnérables. Le niveau de vie moyen des planteurs est inférieur à celui des agriculteurs de l'île, atteignant un revenu médian de seulement 15 100 euros par an en 2020. Les exploitants isolés sont les plus touchés, avec un taux de pauvreté atteignant 62,1 %.

Réduction des surfaces cultivées

Une autre étude d'AGRESTE, publiée en juin 2024, souligne que 1 900 hectares de terres cultivées en canne à sucre ont disparu entre 2019 et 2023. Plus de 1 100 exploitations ont réduit leurs surfaces ou cessé totalement leur activité. Parmi elles, 342 exploitations, majoritairement spécialisées à 100 % en canne, ont cessé leur activité, souvent faute de repreneurs. Les petits planteurs, peu rentables, ont été particulièrement touchés : 58 % de ces exploitations affichaient des rendements inférieurs à 50 tonnes par hectare en 2020.

Les jeunes agriculteurs, pourtant indispensables à l'avenir de la filière, sont peu nombreux à se lancer dans la production. Les conditions économiques difficiles et la perspective d'un revenu précaire les dissuadent d'investir dans cette culture, devenue trop risquée.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Bachar al-Assad quitte le pouvoir pour permettre une transition pacifique

Syrie : les terroristes alliés de Washington ont pris Damas

Le président syrien Bachar al-Assad a décidé, après des négociations avec plusieurs acteurs du conflit en Syrie, de démissionner de son poste et de quitter le pays, en donnant des instructions pour un transfert pacifique du pouvoir. C'est la conséquence de la prise de Damas par l'organisation terroriste Hayat Tahrir al-Sham (HTS) avec le soutien de plusieurs groupes d'opposants.

Damas, capitale de la Syrie, est tombée dans les mains des héritiers d'Al Qaïda, soutenus par les dirigeants occidentaux. Le président de la Syrie, Bachar al-Assad a démissionné pour permettre un transfert pacifique du pouvoir. Il s'est ensuite rendu en Russie où l'asile lui a été accordé à titre humanitaire.

Le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Sham, ainsi que plusieurs factions armées de la soi-disant opposition armée syrienne, ont lancé une opération de grande envergure le 29 novembre, avançant du nord d'Idlib vers les villes d'Alep et Hama. Le lendemain, le 30 novembre, la deuxième plus grande ville de Syrie, Alep, ainsi que ses environs, y compris l'aéroport international et la base aérienne militaire de Kuweires, sont passés sous le contrôle des terroristes.

C'était la première fois que les militants reprenaient complètement Alep depuis le début de la crise syrienne en 2011. Jusqu'à fin 2016, l'opposition armée ne contrôlait que la partie orientale de la ville, qui a été reprise par l'armée syrienne avec le soutien aérien russe.

Après la prise d'Alep, les unités terroristes ont tenté d'avancer vers la ville de Hama, capturant la localité de Maaret al-Numan. L'armée syrienne a repoussé pendant plusieurs jours de lourdes attaques terroristes dans la province de Hama venant de trois directions, se préparant à une contre-offensive. Cependant, le 5 décembre, le commandement militaire de la Syrie a officiellement annoncé le redéploiement de ses unités de la ville de Hama.

« Nos forces armées ont fortifié toutes leurs positions à l'extérieur de Damas et dans le district sud pour empêcher le chaos que les terroristes tentent de semer, de provoquer des troubles », a déclaré le commandement militaire dans un communiqué.



Les participants aux pourparlers sur la Syrie à Doha, qui incluent cinq pays arabes et trois États membres du processus de négociation d'Astana, ont souligné la nécessité de cesser les actions militaires en Syrie afin d'entamer un processus politique sur la base de la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU, selon un communiqué conjoint.

« Les ministres ont souligné la nécessité de cesser les opérations militaires en prévision du lancement d'un processus politique global, basé sur la résolution 2254 du Conseil de sécurité, pour mettre fin à l'escalade militaire qui conduit à l'effusion de sang de davantage d'innocents et de sans défense et à la prolongation de la crise », indique le communiqué.

Les participants à la réunion ont également exprimé leur soutien à « l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie », soulignant la nécessité de la protéger « du glissement vers le chaos et le terrorisme et d'assurer le retour volontaire des réfugiés et des déplacés ».

Israël et les États-Unis sont intéressés par la destruction de la Syrie, sur le modèle de celui de la Libye.

Les risques de fragmentation de la Syrie sont élevés, avec des scénarios potentiels parmi lesquels :

La Turquie prend le contrôle d'Alep et d'Idlib.

Les Kurdes créent leur propre État avec le soutien d'Israël et des États-Unis.

Le reste du pays est divisé en plusieurs enclaves.

L'existence de la Syrie menacée

Oté

Sof kouèk ti di mé k'ti koz bien !

Mézami zot i koné bien dann shak kartyé osinonsa dann shak famiye pétète dann shak groupman d'moune i pé estabilizé néna in bann mo épi in bann kozman de moune i ansèrv é souvan dé foi sa i pass zénération zuska an zénération zuska in n'ote épi insi d'suite. Mi rapèl dann mon famiye kan in marmaye lété bien kosto ébin téi lriye ali ti-tone épi l'avé konmsa plizyèr ti-tone.

Mé la pa dsa mi vé anparl zordi. Mi vé anparl lo tan Gasparin-Brunet, in zénération bann zom politik ézot bann siportèr é siportriss kaziman admiratèr épi admiratriss é an parmi l'avé in madam shèf koral dan légliz siportriss Gasparin si mi tronpe pa é in zour lo Gasparin apré kozé — zoli kozé — é Katarina l'avé pi d'konpliman pou lo gran t »om é èl téi di an parmi son shaplé d'félicitassion : « Sof kouèk ti di mé k'ti koz bien ! ». Son bon mo la pass moune an moune, famiye an famiye, dalon an dalon ziska k'in zour mi panss la tinde.

Pou kossa mi di sa, pars lé lèr pou mwin fé mon modékri édsi l'kou d'granmatin mi panss la kominikassio é kossa èl i ansèrv... normalman èl i ansèrv pou lo moune bien fé konprann ali. I ansèrv galman pou bien kominiké é pétèe si wi oi lé shoz koté la propagann w pé dir sé pou k'demoune i panss ou néna rézon-donk wi amenn demoune a panss konm ou épi done aou rézon. L'èr-la ou lé dann lakssion sossial, politik, kiltirèl anfin in pé sak wi vé.

Mé défoi mwin la romarke in n'afèr shé d'moune i manyé bien bann mo, bann zéspréssion épi bann konsèpt néna in volonté d'kraz lo linterlokitèr dsou lo bannmo épi bann zéspréssion kan lé anplin dann in sobatkoz... In sobatkoz sa i pèrmète déssèrtin fé zot défoulaz vèrbal, épi kraz an passan lo kont-sobatkozèr.. L'èrla nou lé dann in bataye lo mo, défoi in bataye zidé — bon zafèr, mové zafèr ? Inn manyèr fé pass la konéssanss sansa sinploman pou kraz lo ladvèrsèr san fé avannss son prop zidé.

Alé ! Mi di azot sa konm mi rossan sa so matin l'èr kok lé pa loin shanté. Si zot i vé rofléshi rofléshi... A bon antandèr salu !

Justin